



Paris, le

- 8 MARS 2016

Le Premier Ministre

N° 0 2 8 8 9

Monsieur le Préfet de Région,

En vous nommant Préfet de région lors du Conseil des ministres du 16 décembre 2015 le Président de la République et le Gouvernement ont décidé de vous confier la charge d'imprimer à l'action de l'Etat en région un nouvel élan.

Le rôle désormais renforcé des Régions est une chance historique qu'il nous appartient de saisir, aux côtés des exécutifs qui viennent d'être élus. Démonstration doit être faite que cette réforme ambitieuse peut générer un partenariat renouvelé entre l'Etat et la région, autour de priorités partagées ou complémentaires au service de ces nouveaux territoires.

A cette fin, la politique menée par l'Etat doit se caractériser par une dynamique nouvelle au profit de l'ensemble régional.

Votre rôle sera à cet égard déterminant. La loi vous fait le dépositaire de l'autorité de l'Etat, un Etat qui sache trancher et décider, dès lors qu'est en jeu la protection des intérêts nationaux et l'application de la loi. Au-delà de ce socle de compétence essentiel, j'attends également de vous que vous assumiez pleinement votre mission de pilote des politiques publiques de l'Etat en région. Cela vaut naturellement pour les actions mises en œuvre par les différents services déconcentrés qui participent tous, qu'ils soient juridiquement placés sous votre autorité ou que certaines de leurs missions ne le soient pas, aux mêmes politiques publiques qui exigent, pour être efficaces, d'être conduites, sous votre impulsion, avec cohérence, dans le cadre d'une interministérialité refondée. Cela vaut aussi pour les actions menées par les opérateurs de l'Etat qui doivent concourir à la même dynamique et à la même cohérence collectives, indépendamment de l'autonomie juridique que leur donne leur statut.

Enfin compte tenu de la taille des régions, il est essentiel que l'Etat ancre dans les réalités de ce nouvel espace la territorialisation des politiques publiques, en application des principes de déconcentration et des objectifs de proximité. Cette nécessaire adaptation devra permettre de déterminer et mettre en œuvre une action publique spécifique infrarégionale, notamment dans les bassins de vie et d'emploi. J'attends que vous me les proposiez. Cet objectif suppose dès lors qu'émerge un nouveau management de l'administration territoriale de la République donnant aux préfets de départements et aux services placés à ce niveau toute leur place dans la mise en œuvre des politiques publiques. J'attends de vous qu'ils soient également étroitement associés à la définition des priorités de l'Etat en région dans un management collégial.

... / ...

Monsieur Michel DELPUECH
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
106, rue Pierre Corneille

69419 LYON Cedex 03

Au lendemain des élections régionales, j'ai souhaité initier une nouvelle donne dans la relation entre l'Etat et les Régions et instaurer un partenariat renforcé en cohérence avec la mise en œuvre de la loi NOTRe. Cette démarche se traduira notamment par la signature d'une plateforme d'engagements réciproques entre l'Etat et l'Association des régions de France d'ici la fin mars. Je vous indiquerai alors la déclinaison qu'il conviendra d'en faire dans votre région. Il est en tout cas essentiel dès aujourd'hui que l'Etat mette les moyens et les informations dont il dispose à disposition des régions pour les aider à élaborer leur stratégie de développement économique et de création d'emplois.

Concomitamment, et comme je m'y étais engagé, il convient de procéder désormais à la mise en œuvre de la revoyure des Contrats de plan Etat Régions. J'apporterai toute l'attention nécessaire à cet enjeu, en lien avec le Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales. Dans ce cadre, vous diligenteriez les discussions avec l'Exécutif de votre Région et vous veillerez à l'effectivité des engagements de l'Etat, à la prise en compte des éventuelles inflexions souhaitées par les élus et à une révision commune des priorités autant que nécessaire en favorisant les investissements susceptibles de créer rapidement de l'emploi. Dans un cadre budgétaire global inchangé, vous porterez une attention particulière aux volets transport et enseignement supérieur et travaillerez en ce sens avec le Secrétaire d'Etat aux Transports et à la Mer ainsi que le Secrétaire d'Etat à la Recherche et l'Enseignement supérieur. Je souhaite procéder à une signature des avenants aux Contrats de plan Etat Régions avant l'été. Dans cet objectif, vous veillerez à me faire régulièrement état, ainsi qu'aux ministres concernés, de l'avancement de vos discussions que je souhaite constructives et solliciterez les arbitrages qui demeureront malgré tout nécessaires.

*

* *

Pour accompagner au mieux cette ambition territoriale, il convient d'adapter les modes d'action et d'organisation de l'Etat dans la région.

La fusion des administrations régionales est une opportunité majeure pour poursuivre la modernisation du fonctionnement de l'Etat, mais aussi reconnaître et valoriser le travail des agents placés sous votre autorité. La clé de la réussite de la réforme est en effet dans l'alliance entre des services régionaux forts et des services départementaux de l'Etat forts. Vous êtes le garant de la complémentarité de ces deux échelons, qui doivent mieux travailler ensemble. Vous veillerez à conforter l'échelon de proximité qu'est le département et à ce que l'animation métier soit pleinement effectuée par les directions régionales en soutien des services départementaux, et n'hésitez pas, le cas échéant, à solliciter des expertises situées dans les administrations centrales.

A cette fin, vous serez vigilant au respect de l'équilibre de l'évolution des effectifs entre les différents niveaux déconcentrés. Plus particulièrement, vous appliquerez la décision du conseil des ministres du 31 juillet 2015, prévoyant que les efforts de maîtrise des effectifs à venir porteront aux 2/3 sur le niveau régional.

La réforme territoriale n'a pas été conçue pour se faire au détriment de la proximité : elle doit permettre d'améliorer le service rendu aux Français, au plus près des territoires comme par le biais des téléprocédures. Afin de vous aider à tirer tout le parti des innovations permises par les technologies numériques pour développer le contact direct des administrations avec le citoyen, le secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification a engagé un nouveau chantier via des appels à projets auxquels vous êtes invité à participer.

... / ...

*

* *

Sur l'ensemble de ces priorités du Gouvernement, je souhaite que vous me rendiez compte des avancées de votre dialogue avec le Président de région à la fin du premier semestre 2016.

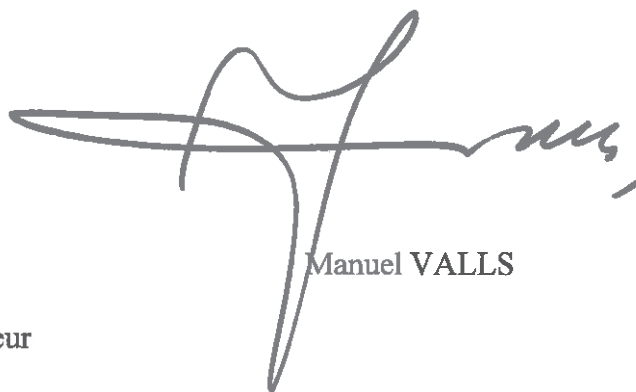
Vous exposerez à cette occasion comment vous avez adapté les modes d'action et le pilotage régional des politiques publiques à la réalité d'une région plus vaste où doit être préservé un service de proximité qui soit rendu dans des conditions améliorées perçues par les usagers, conformément aux engagements du Gouvernement.

Vous indiquerez les démarches de mutualisation des moyens de fonctionnement des services déconcentrés, de simplification et de mise en œuvre de la Charte de la déconcentration que vous aurez engagées. Vous bâtirez à cet effet un projet d'administration qui décrira les modalités d'organisation et les moyens nécessaires à la modernisation de l'action publique par les services de l'Etat.

Enfin, vous élaborerez, dans une procédure simplifiée et sous une forme allégée, d'ici l'été et conformément à ma circulaire du 28 octobre 2014, la stratégie de l'Etat en région pour les deux années à venir : 2016 et 2017. Les agences et établissements publics de l'Etat seront associés à ces travaux pour renforcer l'efficacité et la cohérence de l'action de l'Etat sur le territoire. Compte-tenu des délais d'élaboration limités au premier semestre, ce premier document stratégique devra conserver un format synthétique, mais comportera des objectifs chiffrés et des indicateurs de suivi. Il tiendra compte des sept directives nationales d'orientation ministérielles et interministérielles déjà disponibles.

La réforme territoriale est l'occasion de donner du sens et de la lisibilité à l'action de l'Etat sur le territoire. Je sais pouvoir compter sur votre action et celle des équipes placées sous votre autorité pour donner à cette réforme, majeure pour notre pays, sa pleine efficacité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet de Région, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Manuel VALLS

Copie M. Bernard CAZENEUVE, Ministre de l'Intérieur